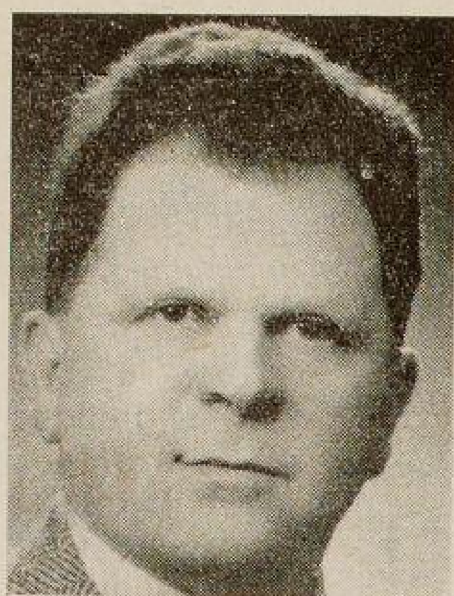
ELECTIONS LEGISLATIVES — SCRUTIN DU 18 NOVEMBRE 1962



Troisième Circonscription de la Haute-Garonne

TOULOUSE-SUD

Parti Socialiste Unifié

Alexandre MONTARIOL

Lors des élections législatives du 23 novembre 1958, nous vous disions : « La logique du système nouveau, puisqu'elle érige un homme en dépositaire suprême de la souveraineté nationale, voudrait qu'on lui prévoie automatiquement un héritier à sa taille; c'est-à-dire qu'on établisse la monarchie ». Quatre ans après, c'est bien de cela qu'il s'agit !

Nous ne nous étions pas trompés. D'autres ne peuvent pas en dire autant. Ils découvrent aujourd'hui qu'ils ont contribué à installer et qu'ils ont cautionné un régime dont ils mesurent tardivement les dangers. Serait-ce une naïveté excessive de croire que ceux qui ne se sont pas trompés méritent plus votre confiance que ceux qui se sont toujours trompés ?

Si l'on nous avait écoutés, nous n'en serions pas où nous en sommes, c'est-à-dire à redouter qu'un assassinat ne plonge notre pays dans les convulsions.

Nous dirons tout simplement qu'il est évident pour nous :

1) Que les Français **rejettent avec horreur la criminalité O.A.S.** et que partout où cette bande présente un de ses suppôts, avoué ou camouflé, il faut le battre, et que nous y consacrerons toutes nos forces en attendant de briser définitivement cette odieuse résurgence du nazisme ;

2°) Que la majorité des démocrates et des républicains **refusent d'abandonner leur souveraineté entre les mains fragiles d'un seul homme** et de livrer l'avenir du pays à sa fantaisie ;

3°) Que la majorité des républicains et des démocrates, aussi bien parmi ceux qui votent Non que parmi ceux qui votent Oui, **considèrent comme impossible un retour aux impuissances de la Quatrième République.**

Notre Parti Socialiste Unifié, considérant que le seul successeur possible de De Gaulle est le peuple tout entier, a proposé, dès avant le Referendum, à tous les partis de gauche et à toutes les organisations syndicales, culturelles et civiques, de mettre en place, dans toutes les circonscriptions, **une candidature unique**, d'opposition à l'O.A.S., au pouvoir personnel et à la réaction, qui aurait écrasé à peu près partout les ennemis de la démocratie.

Les vieux partis de gauche, Parti S.F.I.O. et Parti communiste, ont repoussé cette proposition. Nous nous présentons donc seuls, pour vous demander de distinguer entre les partisans conséquents de la véritable démocratie et ceux qui, directement ou indirectement, nous conduisent à la dictature.

Au cours de cette campagne électorale et dans nos journaux, nous développerons notre programme complet. Nous voudrions aujourd'hui vous proposer les moyens qui nous paraissent susceptibles de rendre l'**efficacité à un régime démocratique.**

Chaque Français est à la fois un travailleur, un consommateur et un citoyen. En tant que producteur, et consommateur, il est préoccupé par les problèmes de l'emploi, du salaire et du marché, sur lequel il achète et auquel il vend. En tant que **père**, il est préoccupé par les problèmes de l'instruction et de l'orientation de ses enfants, par celui du logement et celui de la santé. Ces problèmes sont le souci quotidien des organisations syndicales et associations diverses qui établissent les besoins et les désirs de chaque individu. Pour rassembler, pour exprimer l'ensemble de ces besoins, nous proposons l'**INSTITUTION D'UNE ASSEMBLEE ECONOMIQUE ET SOCIALE**, émanant de toutes ces organisations.

Sciences Po / fonds CEVIPOF

L'ASSEMBLEE NATIONALE DES DEPUTES a pour mission de fixer les grands choix économiques et financiers qui permettront de satisfaire méthodiquement ces besoins, d'établir l'ordre d'urgence des grands problèmes à résoudre, et, de répartir les crédits selon cet ordre. Exemple : Agriculture, Enseignement, Régions sous-développées comme la nôtre.

Ce choix constitue la base du **PLAN** qui doit devenir obligatoire.

Ce Plan s'étale sur la durée d'une **LEGISLATURE**. Un **GOUVERNEMENT** est investi par l'Assemblée Nationale pour le réaliser : c'est le **contrat** entre l'Assemblée et le Gouvernement.

Il n'y a plus de crises ministérielles, en cas de conflit entre le législatif et l'exécutif, il y a dissolution et élection : c'est le peuple qui tranche sur le point précis du conflit.

Mais il faut donner à ce gouvernement les moyens d'assurer l'exécution du Plan, c'est-à-dire, la libre disposition du crédit, qui doit donc être entièrement nationalisé et la possibilité de faire pression sur les grandes entreprises industrielles et sur les grandes exploitations agricoles. Cela exige la nationalisation des grands secteurs industriels fondamentaux qui commandent tous les autres et la création d'un puissant réseau national de coopératives de production agricole.

Mais la démocratie est surtout contrôle et décentralisation. Nous proposons, pour contrôler l'application du Plan, de doter les comités ouvriers d'entreprise de pouvoirs réels sur la production et les rémunérations dans leur entreprise :

— de faire participer les organismes coopératifs agricoles de production et de commercialisation à la gestion des marchés ;

— de créer, à côté du **Conseil général régional**, une **assemblée économique régionale** qui juge de l'exécution correcte du Plan. Ces deux assemblées disposent des pouvoirs qui aujourd'hui sont attribués au **Préfet, survivance anachronique du centralisme napoléonien**.

Ainsi, et ainsi seulement, nous estimons que les citoyens auront pouvoir de juger les problèmes qui les concernent et de peser sur les solutions. Le démocrate conscient ne **veut pas plus s'en remettre pour 7 ans à un Président de la République** incontrôlé que pour 5 ans à **une Chambre des Députés impuissante** devant les féodalités industrielles, financières ou agraires, ainsi que devant les aventuriers du coup d'Etat.

Telle est, très rapidement esquissée, la physionomie de la République moderne que de Pierre Mendès-France aux signataires de ces lignes, les candidats du Parti Socialiste Unifié proposent aux républicains, aux démocrates, aux socialistes de ce Pays.

Nous attendons avec confiance le choix de votre conscience.

D'avance, nous vous disons merci.

Le Candidat :

Alexandre MONTARIOL

Instituteur

Membre du Comité Politique National du P.S.U.

Conseiller municipal de Toulouse

Le remplaçant éventuel :

Guy ROUY

Inspecteur de l'Office National des Céréales

Chevalier du Mérite Agricole

S. G. I. — Toulouse

Sciences Po / fonds CEVIPOF